



SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS DE DIRECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE
Toutes les semaines, l'actualité de l'Éducation nationale décodée et analysée pour les personnels de direction

[Voir la version en ligne](#)

Lettre Hebdo n° 17-2024 : Jeudi 02 mai 2024

Chronique d'un scandale annoncé
À celles et ceux qui s'interrogent sur l'action du SNPDEN-UNSA, les dernières 48 heures devraient donner une réponse ni définitive ni absolue mais particulièrement éclairante ! C'est bien l'engagement immédiat, collectif et argumenté des forces de notre organisation qui a permis ce retournement de situation. Dès le constat (fermetures effectives d'ASIE dans les académies, courriels des secrétariats généraux...) de ces mesures de retrait de moyens, inqualifiables et inadmissibles, mises en place par les ministères et par Bercy, nous nous sommes mobilisés, pour les perdurs, pour les EPLE et pour l'École. Cette mobilisation n'est pas inédite pour le SNPDEN-UNSA : nos récentes manifestations académiques, nos engagements dans les mouvements intersyndicaux, nos communications et nos pressions auprès du Ministère sont incessantes. Profitant de notre influence, pleinement corrélée à notre nombre et à notre représentativité, et fort de nos relais médiatiques, nous avons été cette fois entendus !
Sachons reconnaître les victoires lorsqu'elles existent.

Cet épisode inédit de tensions nous rappelle à quel point le pilotage institutionnel sans concertation, ignorant les partenaires sociaux, manifestant un mépris récurrent pour les communautés scolaires, et particulièrement pour les personnels de direction, ne peut que générer de la frustration, de la désillusion, de la colère et, à terme, une inévitable déloyauté !

Ce « pilotage », qui se dissimule bien davantage derrière une communication politicienne peu soucieuse de la réalité de l'éducation en France, ne peut continuer ainsi ! Nous le rappelons inlassablement dans tous les groupes de travail auxquels nous participons et nous pouvons croire que c'est bien cet engagement inflexible qui a su payer hier.

Nous vous partageons ci-dessous le courrier que nous avons initialement prévu d'adresser à tous les personnels de direction aujourd'hui. Nous le maintenons car si nous avons obtenu, cette fois, gain de cause, le constat de cette insupportable récurrence ne peut qu'accroître notre vigilance voire, désormais, notre méfiance. Retrouvons des manières de faire qui mettent en avant le vrai souci de l'intérêt des élèves et des personnels, qui valorisent le dialogue et la concertation raisonnée. En un mot : un peu d'ambition pour ce que nous sommes et ce que nous vivons ! Nous restons mobilisés !

Projet de courrier
La ligne rouge est franchie !

*Ces derniers jours ont été particulièrement tendus avec la rumeur puis la confirmation du retrait pur et simple de tous nos volants d'HSE et IMP, pour répondre à la commande ministérielle de participer à l'effort d'économie nationale. Ces coupes budgétaires extrêmement brutales, du soir pour le lendemain, et sans aucune concertation avec les chefs d'établissement, nous mettent dans une situation intenable envers nos personnels et envers les actions engagées pour nos élèves. **Elles placent concrètement nos établissements en cessation de paiement !** Une véritable négation du travail des personnels de direction qui ont bâti une cohérence pédagogique malgré toutes les difficultés déjà imposées par les réformes en cours. Quel mépris pour notre profession !*

En tant que cadres responsables et représentants de l'État, nous aurions pu comprendre une démarche visant à nous associer à ces économies sur nos marges d'autonomie, établissement par établissement, suivant le principe d'un dialogue de gestion respectueux de nos missions et de nos fonctions. Nous répétons, pour la énième fois, que ces pratiques qui cherchent à remplacer le pilotage par la gestion et la

réflexion partagée, par la docilité, manifestent l'insupportable mépris qui a dorénavant cours à l'Éducation nationale. Et, malheureusement, cela s'est de nouveau exprimé de la manière la plus violente qui soit, nous faisant passer en un instant de l'état de droit au fait du prince : **une ligne rouge est franchie !** Elle est d'autant plus franchie, que cela s'inscrit dans un contexte d'annonces quasi hebdomadaires, proposant des dispositifs souvent très coûteux et dont on peut interroger le sens et l'intérêt éducatif.

C'est, en effet, l'autonomie de l'établissement qui est sacrifiée, le pilotage des chefs d'établissement qui est piétiné et, par conséquent, la confiance des personnels en l'Institution qui disparaît. **Concrètement, la réduction, voire la suppression des heures supplémentaires, aura quelles conséquences pour cette fin d'année ?** Arrêt de "devoirs faits" au collège, arrêt des remplacements de courte durée hors Pacte, arrêt du soutien et des dispositifs aux examens, arrêt des heures de colles CPGE, mise en difficulté de l'organisation des examens, arrêt de projets annuels dans lesquels les enseignants se sont beaucoup impliqués, dont la plupart sont pratiquement terminés, et donc éligibles au paiement des HSE dues.

Ces méthodes sont inacceptables pour la profession et les dégâts engendrés seront considérables et persistants pour l'ensemble des personnels !

Sur le fond, d'autres sources d'économies sont possibles si le gouvernement a besoin d'en faire :
- les groupes de besoin en 6ème et 5ème (130 millions d'euros en 2024, 300 millions en 2025),
- la classe préparatoire à l'entrée en seconde (9 millions à la rentrée 2024, 180 millions en 2025),
- le SNU (160 millions actuellement, entre 2,4 et 3,1 milliards d'euros par an si généralisation),
- les uniformes (4 millions actuellement, estimation d'un coût de généralisation à 2,4 milliards d'euros par an),
- la rémunération des élèves de voie professionnelle lors des périodes de formation en entreprise (300 millions d'euros par an),
- l'internat de rupture : 3000 euros par élève pour 12 jours.

Il y a là beaucoup plus que le besoin d'économies à réaliser. Que l'État ne se prive pas de le faire. Nous ne sommes demandeurs d'aucun de ces dispositifs.

L'exaspération est profonde et cela laissera des traces. Plus nous travaillons pour faire avancer le navire, plus ce gouvernement nous met en situation périlleuse, au milieu de la mer démontée en nous retirant les moteurs, les rames et le gouvernail.

Ces manières de faire, maltraitantes à l'encontre des cadres que nous sommes, mais aussi de l'ensemble des communautés scolaires du pays, interrogent la loyauté du dialogue social avec l'Institution.

Mobilité 2024 : résultats et accompagnement
→ Tour 2 et mouvement sur postes d'adjoints
! Plus que quelques jours pour accéder à notre plateforme de [dépôt de dossier](#) pour les postes d'adjoints, qui ferme le mardi 7 mai.
Contactez votre correspondant du [groupe accompagnement carrière](#) (GRAC).
Des élus mobilisés pour vous éclairer et vous accompagner !

→ Résultats du Tour 1
Retrouvez sur [notre site](#) : le mouvement lisible, les chaînes de mobilité, les postes vacants et ceux qui sont encore susceptibles de l'être, le [replay de notre webinaire](#) sur les recours et les extensions de vœux du 15.04... Bref : toutes les infos pour comprendre et poursuivre les opérations de mobilité !

☎ 01 49 96 66 66

SNPDEN |21, rue Béranger - 75003 PARIS